

08.407

**Parlementarische Initiative
Neirynck Jacques.
Erleichterte Zulassung und Integration
von Ausländerinnen und Ausländern
mit Schweizer Hochschulabschluss**

**Initiative parlementaire
Neirynck Jacques.
Faciliter l'admission et l'intégration
des étrangers diplômés
d'une haute école suisse**

Zweitrat – Deuxième Conseil

Einreichungsdatum 19.03.08

Date de dépôt 19.03.08

Bericht SPK-NR 05.11.09 (BBI 2010 427)
Rapport CIP-CN 05.11.09 (FF 2010 373)

Stellungnahme des Bundesrates 27.01.10 (BBI 2010 445)
Avis du Conseil fédéral 27.01.10 (FF 2010 391)

Nationalrat/Conseil national 03.03.10 (Erstrat – Premier Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 07.06.10 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 18.06.10 (Schlussabstimmung – Vote final)

Ständerat/Conseil des Etats 18.06.10 (Schlussabstimmung – Vote final)

Text des Erlasses (BBI 2010 4261)

Texte de l'acte législatif (FF 2010 3873)

Berset Alain (S, FR), pour la commission: L'initiative parlementaire Neirynck vise à faciliter l'admission et l'intégration des étrangers diplômés d'une haute école suisse. Je crois que nous avons tous connaissance d'un cas de personne qui a fait toute sa formation en Suisse – une formation de haut niveau, qui a pu d'ailleurs coûter relativement cher aux pouvoirs publics – et qui, à la fin de sa formation, simplement parce qu'elle est de nationalité étrangère, doit quitter le pays à moins de respecter le droit en vigueur qui prévoit qu'elle ne peut être admise pour une activité lucrative qu'après avoir démontré qu'aucun travailleur en Suisse ni aucun ressortissant d'un Etat avec lequel a été conclu un accord de libre circulation n'a le profil requis pour le poste. Cela signifie en clair que nous avons affaire à toute une série de gens très bien formés, dont la formation a coûté un certain prix aux pouvoirs publics, qui doivent quitter notre pays et qui vont la plupart du temps s'établir dans d'autres pays industrialisés qui peuvent bénéficier de leurs compétences de haut niveau sans avoir eu à payer leur formation. C'est la raison pour laquelle l'initiative parlementaire Neirynck a paru à la commission d'une très grande pertinence: il s'agit là d'une question qu'il faut régler. En termes économiques, on dirait: pouvoir bénéficier d'un retour sur l'investissement consenti pour la formation, des compétences des personnes en question, et peut-être aussi – parce qu'il est clair que c'est ce qui se passerait en cas d'admission, d'intégration – du paiement des impôts, de l'intégration dans toutes les facettes de la vie en Suisse de ces personnes formées dans notre pays.

La commission vous propose donc d'entrer en matière sur le projet parce qu'il s'agit là d'une question qui doit être réglée avec un peu plus de souplesse. J'ajouterais tout à l'heure quelques précisions notamment sur le point central qui suscite encore une discussion, soit sur l'article 21.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
L'entrée en matière est décidée sans opposition*

**Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer
(Erleichterte Zulassung von Ausländerinnen und Ausländern mit Schweizer Hochschulabschluss)**

Loi fédérale sur les étrangers (Faciliter l'admission des étrangers diplômés d'une haute école suisse)

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Ziff. I Einleitung

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Titre et préambule, ch. I introduction

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 21 Abs. 3

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Antrag des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Cramer, Comte, Hêche, Lombardi)

... Interesse ist. Sie werden für eine Dauer von zwei Monaten nach ...

Antrag Gutzwiller

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 21 al. 3

Proposition de la majorité

Adhérer à la proposition du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(Cramer, Comte, Hêche, Lombardi)

... économique prépondérant. Cet étranger est admis provisoirement pendant un délai de deux mois dès la fin de sa formation ...

Proposition Gutzwiller

Adhérer à la décision du Conseil national

Berset Alain (S, FR), pour la commission: Il s'agit ici de modifier l'article 21 de la loi fédérale sur les étrangers. Celui-ci précise, à l'alinéa 1, que des conditions très restrictives prévalent pour l'admission d'un étranger en vue de l'exercice d'une activité lucrative en Suisse. Je vous l'ai décrit tout à l'heure dans le débat d'entrée en matière: il faut notamment faire la preuve qu'il n'existe aucune personne en Suisse avec les mêmes compétences et qu'il n'existe aucune personne, en gros, dans toute l'Union européenne, c'est-à-dire dans les pays avec lesquels la Suisse a conclu un accord sur la libre circulation des personnes, avec des compétences identiques. C'est, vous en conviendrez, en tout cas avec l'extension de l'accord sur la libre circulation, quelque chose qui est maintenant dépassé et qui ne permet pas de répondre aux exigences du moment.

La commission souhaite donc qu'il soit possible de déroger à l'alinéa 1 et de donner l'admission à un étranger titulaire d'un diplôme d'une haute école suisse «si son activité lucrative revêt un intérêt scientifique ou économique prépondérant». C'est naturellement ce qu'il s'agira ensuite d'estimer au cas par cas.

La majorité de la commission a cependant décidé de suivre la recommandation du Conseil fédéral en cette matière et de considérer que cela ne vaut que jusqu'au moment de l'attribution du diplôme et qu'il n'y a pas ensuite de délai qui permette de chercher un tel emploi.

La commission a eu une discussion nourrie à ce sujet, et la majorité a estimé que la dérogation prévue au début de l'alinéa 3 était suffisante pour répondre aux exigences de l'initiative parlementaire Neirynck et que le délai de six mois, qui a été décidé par le Conseil national, n'était en l'occurrence pas nécessaire.

De cette discussion est ressortie aussi une proposition de minorité qui sera défendue tout à l'heure et qui prévoit un dé-

lai de deux mois. Mais je laisserai Monsieur Cramer présenter l'argumentation à ce sujet.

Gutzwiller Felix (RL, ZH): Ich entschuldige mich, dass dieser Einzelantrag etwas spät kommt, aber er basiert auf der doch sehr klar mehrheitlichen Beschlussfassung im Nationalrat, die gemäss Antrag der Mehrheit der Kommission erfolgte; das ist auf der Fahne nicht ersichtlich. Aber der Nationalrat stimmte der Mehrheit seiner Kommission zu, die beantragt hatte, dass die Absolventen und Absolventinnen für eine Dauer von sechs Monaten nach dem Abschluss ihrer Ausbildung vorläufig zugelassen werden sollen. Sie sehen, der Unterschied liegt bei zwei und sechs Monaten.

Ich verstehe die Minderheit Cramer gut. Ich würde Ihnen aber doch beliebt machen, dass wir auf sechs Monate gehen. Ich glaube, den Hintergrund muss ich nicht gross schildern, Sie kennen das: Die Schweiz bildet viele hochqualifizierte Wissenschafter und Wissenschaftlerinnen aus, auch aus dem Nicht-EU-Raum. Es soll ihnen und auch uns für die Forschungs- und Entwicklungszwecke in unserem Land die Chance gegeben werden, hier tätig sein zu können. Das scheint mir klar zu sein, und es war auch klar das Argument im Nationalrat. Wenn wir wollen, dass sie eine Chance erhalten, hier bleiben zu können, sind zwei Monate einfach zu kurz, um sich entsprechend zu orientieren und um eine entsprechende Erwerbstätigkeit zu finden.

Ich möchte Ihnen deshalb vorschlagen, dass wir eben nicht auf zwei, sondern auf sechs Monate gehen und damit dem Nationalrat folgen, der mit einem klaren Resultat entschieden hat.

Cramer Robert (G, GE): J'aimerais tout d'abord remercier Monsieur Gutzwiller d'avoir déposé sa proposition et annoncer, au nom de la minorité – parce que je me suis assuré que ce point de vue était partagé par Messieurs Comte, Héche et Lombardi –, que nous nous rallions à la proposition Gutzwiller. Je retire donc ma proposition de minorité.

J'essaie de vous exposer en deux mots les raisons qui ont conduit au dépôt de ma proposition de minorité et les raisons pour lesquelles je la retire.

Tout d'abord, ce n'est pas parce que nous étions emballés à l'idée de réduire le délai nécessaire de six à deux mois que cette proposition a été déposée, mais parce qu'à un moment donné au cours de la discussion, il est apparu que c'était la seule possibilité de faire quelque chose qui aille dans le sens de la proposition de la commission du Conseil national. En effet, les explications que nous avons reçues de Madame la conseillère fédérale Widmer-Schlumpf lors des travaux en commission nous ont appris que le canton de Zurich pratiquait déjà dans le cadre du droit actuel un délai de deux mois et qu'au fond, c'était le délai le plus long que l'on pouvait imaginer si on voulait rester dans le cadre des pratiques actuelles. La minorité a eu la faiblesse d'imaginer que, peut-être, elle deviendrait majorité si elle adoptait ce point de vue. Mais tel n'a pas été le cas, puisque la majorité de la commission, malgré cet effort consistant à faire un pas gigantesque dans son sens, en est restée à une attitude extrêmement intransigeante.

A partir de là, il faut arrêter de faire des petits calculs et poser le problème pour ce qu'il est. Et il est assez simple: la Suisse consacre des moyens importants à former des étudiants étrangers. Nous avons entendu en commission des chiffres qui sont extrêmement importants et qui donnent une idée de ce que représente cet investissement: on parle de chiffres qui se situent entre 500 000 francs et 1 million de francs par étudiant. Il est tout à fait regrettable qu'une fois que cette formation coûteuse pour notre pays est terminée, ces étudiants n'aient pas la possibilité de travailler en Suisse, mais qu'ils aillent chercher du travail non pas, comme le voudrait une vision romantique des choses, dans un pays du Sud dont ils seraient issus et qui aurait besoin de leurs compétences, mais dans un autre pays riche – ce dernier bénéficiant de la formation dispensée aux frais du contribuable helvétique.

Ne pas accorder de délai ou accorder un délai extrêmement court pour permettre à un étudiant de trouver du travail n'est pas très réaliste: peu d'employeurs sont disposés à engager quelqu'un s'ils ne savent pas s'il a un diplôme; et il va de soi que c'est au moment où l'étudiant a un diplôme et au moment où l'on sait de quelle façon il a réussi son diplôme – s'il l'a brillamment réussi ou s'il était un étudiant médiocre – qu'il commence à avoir véritablement accès au marché du travail. C'est donc dire que le délai de six mois semble être adéquat; c'est le délai qui a été retenu par le Conseil national et c'est celui que nous vous recommandons d'adopter.

Héche Claude (S, JU): Pour illustrer mes propos – nous sommes à quelques jours du début du «Mundial» –, imaginez donc que la Suisse ait formé des footballeurs étrangers durant des années et qu'elle les retrouve dans l'équipe adverse en finale de la Coupe du monde. En ce qui concerne la finale, c'est un rêve, je vous l'accorde, mais en ce qui concerne les joueurs formés en Suisse et qui jouent dans l'équipe adverse, cela pourrait arriver. Les joueurs qui ont la double nationalité peuvent en effet choisir leur équipe nationale jusqu'à l'âge de 21 ans.

Eh bien, pour les futurs ingénieurs et les futurs médecins, par exemple ceux qui viennent de pays non membres de l'Union européenne et non membres de l'AELE et qui étudient durant de longues années dans nos universités ou dans nos écoles polytechniques fédérales, c'est encore pire: c'est la Suisse elle-même qui les oblige à partir s'ils n'ont pas trouvé d'emploi deux semaines après la fin de leurs études.

Du coup, au lendemain des examens finaux, il reste peu de temps pour répondre à une offre, se présenter, attendre la réponse et remplir les formalités d'usage. C'est tout simplement ce qu'on peut appeler «mettre des bâtons dans les roues». Pour rester dans le vocabulaire footballistique, c'est se mettre un autogolo! En effet, l'étudiant en question sera sans aucun doute convoité par une équipe de même niveau, à savoir, dans le cas des étudiants des hautes écoles, par des pays comme les Etats-Unis et non pas par des pays en voie de développement d'où ils viennent peut-être. C'est dire que notre pays fournit en quelque sorte à l'équipe adverse le contingent qui battra sa propre équipe au prochain match. Certains ont invoqué un argument, celui de permettre aux pays d'origine de ces étudiants de profiter de leur savoir. Cet argument ne tient, je dirai malheureusement, pas car il y a peu de chance qu'ils y retournent. Et s'ils viennent du Japon ou du Brésil, ils constitueront à leur retour dans leur pays une concurrence directe pour notre pays.

De plus, je voudrais souligner qu'il faut également prendre en compte la haute qualité de la formation dispensée aux diplômés étrangers, ce qui permet à notre économie de profiter de leurs connaissances et ce qui favorise également la création d'emplois.

Je vous invite donc à soutenir la proposition que j'appellerai de minorité améliorée, c'est-à-dire la proposition Gutzwiller.

Lombardi Filippo (CEg, TI): Ich war auch bei der Minderheit und bin zufrieden, dass wir unseren Antrag zugunsten des Einzelantrages Gutzwiller zurückgezogen haben.

Viele Argumente sind schon vorgebracht worden, aber et-was möchte ich noch zu bedenken geben: Wir brauchen in der Schweiz jährlich Hunderte, bald Tausende von Ärzten, von Ingenieuren usw., die wir hier nicht haben, die wir im Ausland rekrutieren müssen und die wir in die Schweiz einwandern lassen müssen, ohne zu wissen und meist ohne prüfen zu können, unter welchen Bedingungen sie im Ausland ausgebildet worden sind. Ist es besser, diese qualifizierten Fachleute aus dem Ausland kommen zu lassen, oder ist es besser, diejenigen, die an unseren Hochschulen in der Schweiz für teures Geld ausgebildet worden sind, hier arbeiten zu lassen? Das ist die Frage. Ausländer bekommen wir sowieso. Die Frage ist: Wollen wir diejenigen, die hier ihre Hochschulausbildung absolviert haben, innert 15 Tagen, wie das im Moment der Fall ist, oder innert zwei Monaten, wie das unsere Minderheit vorgeschlagen hat, weggeschicken?

Oder sind wir bereit, ihnen sechs Monate Zeit zu geben, um sich hier eine Stelle zu suchen? Wir wissen, dass das Arbeitsbewilligungsverfahren in der Schweiz durchschnittlich etwa vier Monate dauert. Diese vier Monate sind ausschlaggebend. Es braucht so viel Zeit, um eine Stelle zu erhalten und das Verfahren durchzuziehen.

Deswegen scheint es mir angebracht, dem Einzelantrag Gutzwiller und dem Beschluss des Nationalrates zuzustimmen.

Fetz Anita (S, BS): Ich kann es kurz machen: Ich danke der Minderheit, dass sie ihren Antrag zugunsten des Antrages Gutzwiller zurückgezogen hat. Es ist nämlich eine uralte Forderung, die wir heute hoffentlich erfüllen. Auf der einen Seite bilden wir mehrere Zehntausend Studierende aus dem Ausland für teures Geld aus; auf der anderen Seite fehlen der Wirtschaft in vielen Bereichen qualifizierte Mitarbeiter und Mitarbeiterinnen. Ich habe gar nicht verstanden, warum die Mehrheit keine längere Dauer vorsehen will. Wenn man nämlich dem Anliegen der parlamentarischen Initiative nachkommen will, muss man ja eine Chance eröffnen, damit diese qualifizierten Leute, die ihre Ausbildung abgeschlossen haben, nachher auch wirklich zur Verfügung stehen. Das kann nicht in 15 Tagen und auch kaum in zwei Monaten abgewickelt werden. Aber ich denke, es ist klar, dass nach sechs Monaten nur jene eine Stelle bekommen haben werden, die wirklich gesucht sind. Die anderen können dann auch zurückgehen.

David Eugen (CEg, SG): Ich möchte das noch richtig begreifen, was wir hier machen, weil ich die Fassung des Bundesrates eigentlich nicht verstehe. Vielleicht wird die Frau Bundesrätin sie dann noch erklären. Nach meiner Meinung ist es so, dass die Studenten eine Aufenthaltsbewilligung haben, und die dauert jeweils ein Jahr. Wenn das Studium fertig ist, läuft sie noch aus. Wenn ich es recht verstehe, so möchte der Bundesrat nur noch in diesem Rahmen mitmachen. Nur während die Studienbewilligung ausläuft, dürfen sie noch hier sein, und dann müssen sie gehen.

Wenn es so ist, dann würden wir das Ziel mit der bundesrätlichen Fassung wirklich nicht erreichen, dann wäre sie nicht richtig. Denn es geht ja eigentlich darum, dass die Studenten nachher die Chance haben, in der Schweiz einen Job anzunehmen. Das macht ab dem Diplom oder dem Doktorat eine klare Zeitspanne erforderlich, in der ihnen das ermöglicht wird.

Wie man die Frist setzt, darüber kann man diskutieren. Ich finde es richtig, dass man nach dem Abschluss sechs Monate Zeit hat, um eine Erwerbstätigkeit aufzunehmen. In der Sache finde ich das absolut richtig, denn jene Länder, die fähig sind, hochqualifizierte Leute an ihr eigenes Land, hier an die Schweiz, zu binden, tun das Beste für ihre Volkswirtschaft; davon bin ich sehr überzeugt. In dem Sinne profitieren nachher alle. Die ganze Schweizer Bevölkerung profitiert also davon, wenn es uns gelingt, hochqualifizierte Leute an die Schweiz zu binden, auch wenn diese Leute aus dem Ausland kommen.

Ich stimme also dem Antrag Gutzwiller zu, weil ich finde, dass es die sechs Monate Sicherheit ab Abschluss des Studiums braucht, um einen Job suchen und diesen auch antreten zu können.

Berset Alain (S, FR), pour la commission: Essayons peut-être de voir d'abord sur quoi nous sommes d'accord. Nous sommes d'accord sur l'importance de ce projet, celle d'entrer en matière sur ce projet et celle de son adoption; l'entrée en matière a eu lieu tout à l'heure, l'adoption viendra ensuite.

Sur quoi, en revanche, subsiste-t-il un désaccord entre la majorité et la minorité de la commission, qui a retiré sa proposition en faveur de la proposition Gutzwiller? C'est sur la durée du séjour possible après la fin des études pour trouver un emploi, pour permettre au fond à ces modifications légales de vraiment produire leur effet. Je dois vous dire qu'il y a des fois où la fonction de rapporteur est plus difficile que d'autres. J'ai en effet bien entendu le feu nourri d'interven-

tions en faveur d'une durée plus longue et je me retrouve seul ici – mais c'est mon rôle en tant que représentant de la commission – à devoir vous expliquer pour quelles raisons la commission souhaite que le délai soit plus court.

Il n'était pas dans l'idée de la commission de mettre en place des mesures chicanières; il n'était pas dans l'idée de la commission d'encourager les jeunes diplômés à passer six mois dans l'ilégalité, pour retrouver ensuite un emploi et être admis provisoirement. Un élément déterminant dans la discussion a été la position du Conseil fédéral, évidemment, et aussi – peut-être que cela a de la valeur – le fait de savoir que notre commission, dans ces temps mouvementés, a pu faire confiance, a su faire confiance à la proposition du Conseil fédéral. Je serai très heureux d'entendre aussi avec vous l'argumentation de Madame la conseillère fédérale Widmer-Schlumpf au sujet de cette proposition.

Widmer-Schlumpf Eveline, Bundesrätin: Dieser Absatz 3 ist ja nach der Vernehmlassung hinzugekommen. Die Kantone konnten sich nicht dazu äussern, denn dieser Absatz kam erst nach der Vernehmlassung in die Vorlage. Danach sollen Ausländerinnen und Ausländer nach Abschluss ihrer Studien während sechs Monaten hierbleiben können, um einen Job zu suchen.

Wir sind der Auffassung, dass das nicht richtig ist. Es würde einen einschneidenden Eingriff in die grundsätzlichen ausländerpolitischen Regelungen, die wir haben, bedeuten. Wir richten die Zulassung ja in allen Bereichen nach dem Bedarf aus – dem Bedarf der Wirtschaft, dem Bedarf der Wissenschaft –, und damit würden wir dieses Prinzip des Bedarfs durchbrechen. Die Erteilung einer Aufenthaltsbewilligung nach dem Studium birgt aufgrund des Prinzips der rechtsgleichen Behandlung zudem die Gefahr, dass dann zahlreiche Personen hierbleiben und grundsätzlich Zugang zum Arbeitsmarkt haben werden, deren Qualifikationen von der Wirtschaft gar nicht in erheblichem Mass nachgefragt werden. Unsere Arbeitsmarktpolitik richtet sich aber nach der Nachfrage und nicht nach dem Angebot der Fachhochschulen und Universitäten.

Etliche Drittstaatenangehörige mit Schweizer Hochschulabschluss könnten aufgrund dieses Absatzes 3 in der Schweiz verbleiben und müssten sich nicht der Konkurrenz auf dem Arbeitsmarkt stellen, was alle Arbeitnehmenden aus dem europäischen Raum jedoch müssen. Die Drittstaatenangehörigen hätten also einen Vorteil. Es könnte auch zu spürbaren negativen Auswirkungen für die schweizerischen Studentinnen und Studenten kommen. Abgesehen davon werden Sie gewisse Vollzugsprobleme haben, wenn die betreffenden Personen nach sechs Monaten keine Anstellung in einem Bereich von hohem wissenschaftlichem oder wirtschaftlichem Interesse, sondern irgendwo anders gefunden haben. Dann werden Sie gewisse Vollzugsprobleme haben. Wir haben in der Schweiz nach wie vor eine relativ hohe Arbeitslosigkeit, vor allem bei den jungen Leuten. Ungefähr 40 Prozent der Abgängerinnen und Abgänger von Universitäten und Fachhochschulen können nicht im erlernten Beruf tätig sein. Ich denke, das rechtfertigt es schon, das Tor hier nicht zu weit zu öffnen – auch im Interesse unserer eigenen Studentinnen und Studenten.

Präsident (Inderkum Hansheiri, erster Vizepräsident): Der Antrag der Minderheit ist zugunsten des Antrages Gutzwiller zurückgezogen worden.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Gutzwiller ... 28 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit ... 8 Stimmen

Art. 27 Abs. 1 Bst. d, 2bis; 30 Abs. 1 Bst. i; 34 Abs. 5; Ziff. II

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 27 al. 1 let. d, 2bis; 30 al. 1 let. i; 34 al. 5; ch. II
Proposition de la commission
 Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
 Für Annahme des Entwurfes ... 33 Stimmen
 (Einstimmigkeit)
 (3 Enthaltungen)

09.517

**Parlamentarische Initiative
 Reimann Maximilian.
 Anwendung der Ventilklausel
 durch das Parlament**
**Initiative parlementaire
 Reimann Maximilian.
 Activation de la clause
 de sauvegarde par le Parlement**

Vorprüfung – Examen préalable

Einreichungsdatum 11.12.09

Date de dépôt 11.12.09

Bericht APK-SR 26.03.10

Rapport CPE-CE 26.03.10

Ständerat/Conseil des Etats 07.06.10 (Vorprüfung – Examen préalable)

Antrag der Mehrheit

Der Initiative keine Folge geben

Antrag der Minderheit

(Reimann, Germann)

Der Initiative Folge geben

Proposition de la majorité

Ne pas donner suite à l'initiative

Proposition de la minorité

(Reimann, Germann)

Donner suite à l'initiative

Präsidentin (Forster-Vannini Erika, Präsidentin): Sie haben einen schriftlichen Bericht der Kommission erhalten.

Maissen Theo (CEg, GR), für die Kommission: Kollege Reimann will mit seiner parlamentarischen Initiative Folgendes erreichen: Er verlangt, dass die einschlägigen Bestimmungen dahingehend zu ergänzen sind, dass neben dem Bundesrat auch das Parlament per einfachen Bundesbeschluss die Anwendung der im Freizügigkeitsabkommen vorgesehnen Ventilklausel zur Beschränkung der Einwanderung veranlassen kann. Wenn die Voraussetzungen zur Wiedereinführung von Kontingenten nach Artikel 10 Absatz 4 des Freizügigkeitsabkommens eingetreten sind, der Bundesrat aber auf die Kontingentierung verzichtet, soll das Parlament diese beschliessen können.

Kurz zur Funktionsweise der Ventilklausel: Wenn man die Ventilklausel im Rahmen des Freizügigkeitsabkommens anruft, ist sie für zwei Jahre gültig; sie ist also nicht permanent gültig. Auch die Höhe der Bewilligungen kann man nicht beliebig festlegen. Ist die 10-Prozent-Grenze überschritten, kann das Wachstum auf 5 Prozent reduziert werden; in diesem Sinne ist es eine begrenzte Bremswirkung.

Heute weiss man nicht, ob die Situation besser wäre, wenn man die Ventilklausel angewendet hätte. Man kann aber schätzen, was das Anrufen der Ventilklausel gebracht hätte: Nach Auskunft der Verwaltung wären es etwa 4000 Perso-

nen weniger, die eine B-Bewilligung erhalten hätten. Dies lässt sich aber nicht in 4000 Arbeitslose weniger übersetzen. Es wären gewiss weniger, denn die Profile der Arbeitslosen und die Profile derjenigen Personen, die mit der Personenfreizügigkeit kommen, entsprechen sich nicht.

Aufgrund der heutigen Entwicklung ist davon auszugehen – das war der Stand bei den Beratungen der APK im März –, dass per Juni dieses Jahres die Ventilklausel aufgrund der gegebenen Umstände wahrscheinlich nicht mehr angerufen werden kann. Weil die Auslösequote immer steigt, dürfte es auch in den Folgejahren sehr schwierig sein, die Ventilklausel anzurufen. Zu bemerken ist zudem: Die Entwicklung in der jüngsten Zeit, in den Jahren 2008/09, zeigt, dass die Zuwanderung aus den EU- und Efta-Ländern um 34 Prozent abgenommen hat.

Es stellt sich auch die Frage, wenn wir darüber diskutieren, ob wir dieser Initiative Folge geben wollen oder nicht, was für eine Bedeutung diese Schutzklausel oder diese Ventilklausel hat. Es ist so, dass für die 25 alten EU-Länder die Ventilklausel oder Schutzklausel so oder so im Jahr 2014 ausläuft. Für die zwei neusten EU-Länder, nämlich Bulgarien und Rumänien, wird die Ventilklausel noch bis ins Jahr 2019 gelten. Wenn wir jetzt eine Gesetzesänderung bezüglich der Kompetenz des Parlamentes machen würden, hätte die Schutzklausel, nachdem die Gesetzesänderung in Kraft getreten wäre, nur noch für relativ kurze Zeit überhaupt Gültigkeit.

In der Kommission haben wir uns zudem auch grundsätzlich die Frage gestellt, ob die Anwendung der Ventilklausel eher eine Aufgabe der Exekutive oder der Legislative ist. Wir sind mehrheitlich zur Auffassung gelangt, dass das eine Aufgabe der Exekutive, der Regierung, der Verwaltung ist und nicht des Parlamentes, zumal die Anwendung einer solchen Ventilklausel zeitgerecht erfolgen sollte, was nicht unbedingt mit den parlamentarischen Abläufen vereinbar ist. Auch aus dieser Sicht ist es sinnvoll, dass die Kompetenz der Anwendung der Ventilklausel bei der Regierung ist.

Die APK hat aufgrund dieser Überlegungen mit 7 zu 2 Stimmen beschlossen, Ihnen zu beantragen, der vorliegenden parlamentarischen Initiative keine Folge zu geben.

Reimann Maximilian (V, AG): Ich bedaure es, dass sich das Parlament anschickt, eine ihm dargereichte zusätzliche aussenpolitische Kompetenz abzuweisen, nämlich die Ventilklausel zur Beschränkung der Zuwanderung auch in eigener Kompetenz zu prüfen und sie allenfalls anzuwenden. Das wäre konkret dann der Fall, wenn der Bundesrat zu gegebener Zeit auf diese Anwendung verzichtet.

Zweifellos ist es richtig, sich grundsätzlich die Frage zu stellen, ob die heutige Kompetenzverteilung richtig sei. Ich erinnere nur daran, wie wir seinerzeit, bei der umstrittenen Volksabstimmung über die Einführung der Personenfreizügigkeit, diese Ventilklausel als flankierende Massnahme hoch, sehr hoch gepriesen haben. Seither hat das Volk praktisch nichts mehr davon gehört, obwohl wir nach der Hochkonjunktur, in der eine qualitative Zuwanderung sicher erwünscht war, in eine schwere Rezession abgesackt sind. In solchen Wirtschaftsflauten nimmt die Arbeitslosigkeit bekanntlich zu, und das Volk erwartet an sich, dass nun die Zuwanderung mittels Anwendung der Ventilklausel etwas gedrosselt werde. Der Bundesrat verhält sich in solch aussenpolitisch brisanten Angelegenheiten aber meist eher zurückhaltend. Ich erinnere in diesem Zusammenhang auch an den kritischen GPK-Bericht über das Verhalten des Bundesrates in der Finanzmarktkrise, den wir vor einer Woche zuge stellt bekommen haben.

Sollte man deshalb nicht zu einem Zweistufenverfahren übergehen? Dann könnte das Parlament aktiv werden, wenn der Bundesrat nicht handelt. Würde sich das Parlament damit befassen, ergäbe sich hier im Parlament automatisch eine öffentliche Diskussion. Das Volk wüsste, dass sich das Parlament der Sache annimmt und dass man nicht nur, wie der Bundesrat, hinter verschlossener Türe diskutiert. Das wäre doch ein echter Fortschritt. Das Volk weiss, dass sich die von ihm gewählten Vertreter der Ventilklausel annehmen, sie durchdiskutieren und ihrer Anwendung entweder zustim-

